



En ordre de bataille !

L'édito

Jamais une rentrée sociale n'aura été aussi difficile dans notre pays pour le monde du travail, pour les retraités, les privés d'emplois, les assurés sociaux.

Santé, retraites, droit du travail, secteur public, droit de se défendre, modification de la constitution, culture, etc ...

ce soit sur les salaires, sur la protection sociale, sur le devenir industriel.

Seuls les bénéficiaires du «bouclier fiscal», ainsi que les grandes entreprises, peuvent savourer les largesses gouvernementales au mépris de tous ceux qui contribuent à la création des richesses.

La Fédération s'y emploie et c'est tout le sens que nous avons donné au lancement pendant les congés de notre carte pétition sur les salaires ainsi qu'aux différentes informations diffusées sur les prix du baril et des carburants.

Cette rentrée - *mais y a-t-il eu «sortie» au regard de tous les textes adoptés en fin juillet ?* - est à placer sous le signe de la mobilisation.

C'est le sens également de la bataille que mènent nos camarades de GoodYear autour desquels se déroulera une initiative le 16 septembre à Amiens contre l'arbitraire et la violence patronale.

Les difficultés liées au pouvoir d'achat, l'augmentation des carburants et de toutes les formes d'énergie ont gâché les congés, bien plus que la météo. D'ailleurs beaucoup de salariés n'ont pas été en mesure de partir en vacances, ou sont partis moins longtemps.

Des assemblées de rentrée vont se dérouler, celles-ci doivent être préparées par des réunions de syndiqués. L'objectif est bien de se mettre en ordre de bataille,

Assurer à chacun de quoi répondre aux besoins de notre temps,

cela passe par l'augmentation des salaires !

Le poids grandissant des dépenses liées au logement, aux produits alimentaires, aux transports, à celles de la santé, pèse lourdement sur le budget des familles.

Augmentation des produits		Revenu moyen d'un ménage avec un enfant : 3 186 €/mois (niveau 2007)	
*Énergie	+ 90 %	*Logement, chauffage, éclairage	24,7 % - 787 €
*Pâtes	+ 20 %	*Transport	17,7 % - 564 €
*Bib	+ 100 %	*Nourriture	17 % - 542 €
*Viandes	+ 60 %	*Santé (hors franchises)	8,6 % - 272 €
*Légumes	+ 26 %	TOTAL	- 2 006 €
*Déplacements, deux voitures	+ 28 % sur l'essence		
	+ 40 % sur le gaz oil		

Le revenu mensuel net moyen d'un ouvrier qualifié est de 1 408 € par mois. Il est donc impossible de subvenir aux besoins essentiels cités ci-dessus, ça l'est d'autant moins pour les 60 % des salariés payés au SMIC.

■ En 2007

■ Dans le même temps, **les salaires stagnent**, voire régressent.

Les augmentations sur les minima dans les branches d'activité se situent entre 2% et 3% pour cette année 2008 : alors que l'inflation oblige à réévaluer le SMIC de 2,3% en mai et de 0,8% en juillet. On constate une perte du pouvoir d'achat de 1% sur 6 mois.

■ A l'inverse, dans les entreprises, **les profits explosent**.

Les groupes déclarent :			En 2007, 95 milliards d'€ de profits, dont environ 50 % distribués aux actionnaires.
Entreprise	2007	+/- %	
TOTAL	18,8 milliards €	+ 10 %	Cela représente : 5 856 880 SMIC pendant un an !
SAATCHI	7,1 milliards €	+ 1,8 %	
ARCEMA	122 millions €	+ 170 %	
L'ORÉAL	2,7 milliards €	+ 11,8 %	
MICHELIN	774 millions €	+ 86 %	
RHODIA	122 millions €	+ 101 %	

Les salaires des Présidents-Directeurs-Généralistes de grands groupes ont augmenté de 20 à 50% !

Ça suffit ! Signez la pétition au dos de ce tract

Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT
Case 429 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex / Tél. 0148188036 / Fax. 0148188035 / http://www.fnic.cgt.fr / E-mail : fnic@fnic.fr

Pour gagner

d'appeler à la mobilisation :

Pour bien rappeler qu'il n'y avait pas de trêve pour les mauvais coups, les annonces se sont poursuivies tout l'été :

- Nouvelles augmentations (électricité et gaz) ;
- Poursuite et accélération des réformes libérales ;
- Refus d'engager une politique industrielle préservant l'emploi et les activités ;
- Refus de modifier les règles de calcul des prix du carburant.

- sur les salaires, la protection sociale et nos conventions collectives,
- contre la casse de nos acquis et toutes les dégradations des conditions de travail
- sur le devenir de nos industries.

En un peu plus d'un an la politique gouvernementale basée sur l'ultralibéralisme dans le domaine économique a largement satisfait le MEDEF, les financiers, ainsi que les grands dirigeants, n'en déplaise à Mme Parisot qui ces jours-ci n'a pas cessé d'en réclamer toujours et encore plus.

Tout cela peut faire craindre le pire si nous n'intervenons pas, car c'est bien cette politique qui est à l'origine de la crise et du recul de la croissance !

En fait, le gouvernement avec ses réformes s'est évertué à accentuer la casse des garanties sociales basées sur la solidarité.

Le patronat et le gouvernement misent sur le découragement, la résignation de tous ceux qui souffrent de la politique actuelle. Ils se trompent. Ce n'est pas de la résignation et du découragement qu'il y a dans les têtes, bien au contraire. C'est plutôt l'attente que soit proposée une réelle perspective de luttes, d'actions, que

Aucun domaine n'est épargné :

La convergence s'impose. Pour autant, est-il possible d'attendre pour se mobiliser et agir ? Le 7 octobre sera un rendez-vous pour l'action, mais celui-ci ne sera pas une fin en soi. Avant comme après, la



l'agenda syndical

Le calendrier fédéral

- **03 septembre 2008** - AG des syndicats des industries chimiques Rhône Alpes (69)
Réunion Collectif Industriel du Caoutchouc à Montreuil (93)
- **05 septembre 2008** - réunion Pôle Plasturgie à UL St Claude (39)
- **08 septembre 2008** - journée de travail filière automobile à Montreuil (93)
Réunion collectif industriel Pétrole Montreuil Réunion collectif Orga à Montreuil (93)
- **09 septembre 2008** - réunion du CEF à Montreuil (93)
- **10 septembre 2008** - AG syndicats de la branche Industrie Pharmaceutique à Montreuil (93)
Réunion collectif MIP à Montreuil (93)
- **10 et 11 septembre 2008** - Collectif Fédéral Jeunes avec Journée d'études Pénibilité au Travail à Montreuil (93)
- **12 septembre 2008** - réunion des CE et syndicats région Normandie (ancav et fnic)
- **15 septembre 2008** - réunion collectif formation à Montreuil (93)
- **16 septembre 2008** - rassemblement devant le site Dunlop/Goodyear à Amiens
- **17 septembre 2008** - AG des syndicats de la branche Pétrole à Montreuil (93)
- **18 septembre 2008** - AG des syndicats de la branche Caoutchouc à Montreuil (93)
Réunion Collectif Avitailleurs à Montreuil
Coordination L'OREAL à Montreuil (93)
- **24 septembre 2008** - Coordination des syndicats CGT FAURECIA à Montreuil (93)
- **25 septembre 2008** - AG syndicats du Nord - Pas de Calais à Capelle en Pevelle (59)
- **10 octobre 2008** - réunion pôle Chimie à Compiègne (60)
- **14 octobre 2008** - AG des syndicats des industries chimiques - salle du CCN à Montreuil (93)

Journée d'études :

- **09 octobre 2008** : journée d'études salaire socialisé à Compiègne
- **15 octobre 2008** - protection sociale, complémentaire santé, négociation contrats obligatoires

Formation syndicale :

Stage CE du 22 au 26 septembre 2008 à Courcelle

Le calendrier confédéral

CE confédérale : 11 septembre 2008
CCN : 30 septembre et 1er octobre 2008

ACTION/MOBILISATION :

- 7 Octobre 2008 - Journée Interprofessionnelle action unitaire
- 16 Octobre 2008 - action unitaire des organisations syndicales des retraités

Meetings régionaux et interrégionaux CGT de Rentrée :

Lille	2 septembre 2008
Niort	11 septembre 2008
Paris	25 septembre 2008
Clermont Frd.	27 septembre 2008
Toulouse	2 octobre 2008

l'agenda paritaire

● Septembre 2008

- Le 10 : **SYNALAM** - salaires
- Le 12 : **UFIP** - Egalité professionnelle
- Le 17 : **SNCP - caout.** - SPP / Hres Sup.
- Le 24 : **Officines** - Egalité professionnelle

● Octobre 2008

- Le 2 : **SNCP - Caoutchouc** - CPNE

Salaires

Revaloriser les salaires et le pouvoir d'achat, c'est urgent !

Tous les indicateurs le démontrent, la période des vacances, où seulement 40 % des ménages ont pu partir de chez eux, ne saurait faire oublier à toutes celles et ceux qui vont reprendre le travail une rentrée difficile concernant leur pouvoir d'achat et quelle que soit la catégorie socio-professionnelle à laquelle ils appartiennent. Ce sera d'autant plus difficile pour celles et ceux qui vivent dans la précarité, et ils sont de plus en plus nombreux.

Alors que l'été est propice à la consommation de fruits, ceux-ci ont vu leur prix augmenter de 50 % dans les grandes surfaces par rapport à 2007.

Rentrée difficile pour les familles qui ont des enfants scolarisés, où le coût de la rentrée sera plus élevé que l'année précédente quoiqu'en dise M. Darcos. Le gouvernement tente de nous expliquer les bienfaits de sa politique et ce n'est pas la soi-disant revalorisation des allocations familiales qui fera oublier la ponction de 138 millions d'euros (soit moins 600 euros par enfant) sur la caisse d'allocations familiales en mai dernier.

Ce gouvernement, au travers de ses effets d'annonce, tente de désamorcer le mécontentement en promettant des jours meilleurs. Il n'y a pas de récession économique, Fillon et Lagarde l'affirment ; la loi sur la modernisation de l'économie porte ses fruits (pour qui ?) ; les heures supplémentaires sont en hausse ce qui donne du pouvoir d'achat : faux ce ne sont que des heures déclarées qui ne l'étaient pas auparavant par les employeurs pour bénéficier du paquet fiscal. C'est prendre les salariés et leurs familles pour de grands

naïfs, alors que l'on sait pertinemment que la consommation des ménages est le moteur de la croissance. Comment osent-ils nier cette évidence ?

De son côté, le Medef continue à exiger que ses revendications soient satisfaites. Après la loi sur le temps de travail, celui-ci compte bien s'attaquer à la taxe professionnelle - et il en reste à venir -. Pendant ce temps, les résultats financiers des entreprises ne cessent de battre des records à la hausse.

● Passer à l'offensive, il n'y a pas d'autre choix !

Toutes les personnes interrogées sont inquiètes quant à leur avenir, la majorité avoue faire des sacrifices importants face à la baisse de leur pouvoir d'achat.

C'est face à cette situation inacceptable que la direction fédérale a décidé de lancer une vaste campagne de sensibilisation sur la question des salaires et du pouvoir d'achat au travers d'une pétition. Exigeons des employeurs une revalorisation des salaires avec un minimum de 1600 euros pour un salarié sans qualification entrant dans le monde du travail, et une revalorisation de tous les coefficients.

Nous sollicitons à nouveau tous nos syndicats pour relancer la pétition dès maintenant comme première étape dans la construction du rapport de forces nécessaire. Nous avons besoin d'une action nationale interprofessionnelle pour faire aboutir nos revendications, c'est ce qu'a



➔ porté la FNIC à la réunion de rentrée des organisations de la CGT le jeudi 28 août.

RAPPEL : Ne pas oublier de faire parvenir le double des pétitions à la FD pour que nous soyons en mesure de faire le point régulièrement. Cette pétition a été adressée à tous les syndicats des industries chimiques en juin dernier et mise à disposition sur le site internet de la FNIC-CGT : www.fnic.cgt.fr

Nous exigeons une autre répartition des richesses que nous créons par notre travail.

Montreuil le Directeur.

Nous exigeons une revalorisation immédiate de tous les salaires avec un salaire minimum à 1400 € pour un salarié sans ancienneté, sans qualification et la construction d'une grille hiérarchique qui tient compte des diplômes, des qualifications ainsi que de l'expérience professionnelle.

Nous demandons l'ouverture de négociations dans l'entreprise dans les plus brefs délais.

Nom / Prénom	Entreprise / localité	Signature

Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT

Projet d'accord « Stress au travail »

La FNIC-CGT s'est prononcée **CONTRE** la signature par la CGT de ce texte à partir des éléments suivants :

3. Que ce texte affirme la reconnaissance du stress au travail est indéniable, mais le patronat ou les pouvoirs publics pouvaient-ils encore le nier compte tenu de la dimension médiatique du phénomène ?

1. Le projet porte sur une notion, celle de stress, qui pose problème en soi car cela évite de parler du véritable enjeu, celui d'organiser le travail comme une activité émancipatrice qui exclut toute souffrance physique ou mentale.

Loin d'adapter le travail à l'homme, le projet n'apporte pas d'avancée sociale au regard de ce qui est acquis en matière de prévention. La santé au travail doit être d'ordre public et non pas négociable. Elle ne doit pas être une variable d'ajustement du libéralisme économique, comme ne doivent pas l'être les salaires, la protection sociale, etc..

2. A plusieurs reprises on retrouve l'idée qu'il existerait un stress qui ne présenterait pas de risque pour la santé, un « bon » stress en somme, ce qui n'est pas acceptable et qui induit à d'autres endroits du texte une responsabilisation de la victime.

Participer

Proposer

Débattre

Décider

Agir

14 octobre 2008

Assemblée Générale des Syndicats des Industries Chimiques à Montreuil salle du CCN CGT

Bulletin de participation

à remplir et retourner à la FNIC - CGT
Case 429 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex
Fax - 01.48.18.80.35 / e-mail : fnic@cgt.fr

Le syndicat de l'établissement :

Adresse :

Localité :

département :

Participera à l'AG du 14 octobre :

- Oui
- Non

Nombre approximatif de participants pour le syndicat.

NB : les délégués relevant de la branche Chimie pourront être pris en charge par l'UIC.

Branche d'activité :

- Chimie
- Caoutchouc
- Industrie pharmaceutique
- Répartition pharmaceutique
- Droguerie
- Instruments à écrire
- Laboratoires d'Analyses Médicales
- Navigation de plaisance
- Officines
- Pétrole
- Plasturgie
- Négoce et prestations de services médico-techniques



Dans le syndicat, construisons un plan de syndicalisation en lien avec la campagne des prud'homales !



Les attaques incessantes du patronat, contre ce qu'il qualifie de *judiciarisation*, avec le relais du Gouvernement qui s'attaque aux droits des salariés et au maillage géographique des conseils de prud'hommes suffisent à montrer l'importance que va représenter ce scrutin du 3 décembre 2008 pour les salariés. Pour autant, la fédération et toute la CGT entendent lui donner une portée plus large dépassant le seul enjeu des conseillers au service du droit du travail. Faisons en une grande journée d'intervention des salariés où ils pourront, par leur bulletin de vote, porter des revendications et affirmer la place du social dans la société. L'ambition est bien de traduire, à cette occasion, des attentes fortes pour la réponse aux besoins et des exigences en matière de démocratie sociale et de promotion d'un syndicalisme de luttes et de conquêtes.

Les prud'hommes sont un acquis pour défendre les salariés en situation de conflit avec leur employeur. Le nombre de syndiqués, c'est le moyen de leur défense permanente.

Il faut franchir une étape et organiser des actions de renforcement dans chacune de nos entreprises où la CGT est présente et dans les entreprises où elle ne l'est pas. Fixons nous un objectif par syndicat, par militant et syndiqué. Déployons-nous dans les ateliers, les services, les entreprises voisines pour gagner une CGT partout.

■ Rappel important !

Trésoriers et directions de syndicats : mettez vous à jour de vos cotisations 2007 et 2008.

Une relance est parvenue dans les syndicats fin juillet pour les bases qui n'ont effectué aucun versement pour 2007. Nous vous demandons de procéder dans l'urgence aux règlements des cotisations 2007, et pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, au versement des FNI et cotisations du 1^{er} semestre 2008.



Le Tour de France des Unions Départementales CGT - le calendrier

► Septembre

09 et 10/09	Nord (59)	06 et 07/10	Côtes d'Armor (22)
15 et 16/09	Indre-et-Loire (37)	07 et 08/10	Finistère (29)
15 et 16/09	Ille-et-Vilaine (35)	08 et 09/10	Creuse (23)
15 et 16/09	Ariège (09)	08 et 09/10	Nièvre (58)
15 et 16/09	Pyrénées Atlantiques (64)	08 et 09/10	Haut-Rhin (68)
17 et 18/09	Hérault (34)	08 et 09/10	Seine-Maritime (76)
18 et 19/09	Tarn (81)	09 et 10/10	Paris (75)
18 et 19/09	Jura (39)	13 et 14/10	Hautes-Pyrénées (65)
22 et 23/09	Yonne (89)	13 et 14/10	Corrèze (19)
22 et 23/09	Aude (11)	13 et 14/10	Ain (01)
22 et 23/09	Aube (10)	13 et 14/10	Orne (61)
23 et 24/09	Dordogne (24)	14 et 15/10	Vaucluse (84)
23 et 24/09	Haute-Garonne (31)	14 et 15/10	Manche (50)
25 et 26/09	Marne (51)	15 et 16/10	Tarn et Garonne (82)
25 et 26/09	Gers (32)	16 et 17/10	Var (83)

► Octobre

1er et 02 octobre (?)	Lot-et-Garonne (47)	16 et 17/10	Calvados (14)
02 et 03/10	Bouches du Rhône (13)	16 et 17/10	Haute-Corse (2B)
02 et 03/10	Cher (18)	18 et 19/10	Meuse (55)
02 et 03/10	Cantal (15)	2 ^{ème} quinzaine oct	Deux-Sèvres (79)
02 et 03/10	Eure et Loire (28)	20 et 21/10	Gironde (33)
02 et 03/10	Moselle (57)	20 et 21/10	Eure (27)
		21 et 22/10	Puy de Dôme (63)

► Novembre

03 et 04/11	Landes(40)
13 et 14/11	Meurthe-et-Moselle (54)
13 et 14/11	Loire Atlantique (44)
13 et 14/11	Savoie (73)
13 et 14/11	Haute-Vienne (87)
13 et 14/11	Morbihan (56)
17 et 18/11	Loir et Cher (41)
	Indre (36)
	Val d'Oise (95)
	Yvelines (78)
	Haute-Savoie (74)
	Mayenne (53)
	Sarthe (72)
	Maine-et-Loire (49)
	Aisne (02)
	Vendée (85)
	Vienne (86)

Pour choisir vos vacances en toute confiance !

www.touristravacances.com

Réservations 0890 567 567 (0,15 € la min.)